

27-06-1996

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 9 mai 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président,
messieurs VAN EECKAUTE, BOES, et DECLERCK,
membres effectifs,
madame CLAES, membre suppléant.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue,

27.215/I/PN
CV/DV

Par lettre du 20 novembre 1995, le ministre de l'Economie et des Télécommunications a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux et des services d'exécution du ministère des Affaires économiques.

Sur la base des articles 43 § 3, 5e alinéa, 60 § 1er et 61 § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 21 décembre 1995, 24 avril et 9 mai 1996 et a émis lors de cette dernière séance l'avis unanime suivant.

*

*

*

Ce projet résulte d'une adaptation du cadre organique suite à la radioscopie et à la restructuration de la carrière des agents de l'Etat.

Le cadre organique a obtenu l'accord du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 20 mars 1995; il a été fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1995 (M.B. 24 mai 1995).

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées sur le projet soumis.

Le ministre propose la répartition linguistique suivante des 2.150 emplois prévus au cadre organique.

Cadre permanent

Services centraux

Degrés	Nombre d'emplois	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.
1	21	8	10	2	1
2	80	32	32	8	8
3	218	116	102		
4	205	109	96		
5	101	54	47		
6	483	256	227		
7	682	361	321		
8	301	160	141		
TOTAL	2.091				

Services d'exécution

Degrés	Nombre d'emplois	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.
1					
2					
3	1	1			
4					
5					
6	8	8			
7	11	11			
8	4	4			
TOTAL	24				

Cadre en extinction

Degrés	Nombre d'emplois	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.
1	3	2	-	-	1
2					
3	1	-	1		
4					
5					
6	3	-	3		
7	28	16	12		
8					
TOTAL	35				

1) Emplois de direction

1^{er} degré: le projet prévoit de retirer du cadre permanent 3 emplois et de les mettre en extinction à savoir 2N au cadre unilingue et 1F au cadre bilingue.

La mise en extinction de ces emplois de direction aura pour conséquence lors du départ de leur titulaire une imparité d'emplois en violation de l'article 43, § 3, des lois linguistiques coordonnées (L.L.C.) en vertu duquel les emplois à partir du grade de directeur et au-dessus sont répartis en nombre égal entre les cadre F et N, le cadre

- 46 emplois de commis; lorsqu'ils seront supprimés au départ de leur titulaire, 46 emplois d'assistant administratif seront pourvus au cadre permanent (Institut national de Statistique).
- 2) 22 emplois de commis mis à la disposition du Service Mobilité du Service d'Administration générale et qui seront supprimés au départ de leur titulaire.

Les emplois des degrés 3 à 8 sont répartis selon la proportion 53%N-47%F, soit 1.055N-935F.

Des renseignements complémentaires ont été communiqués par le ministre le 2 avril et le 8 mai 1996 en réponse aux questions posées par la C.P.C.L.

Le ministre fournit une explication détaillée des activités des services centraux du département des Affaires économiques. Sous le contrôle du Secrétaire général, le département, appuyé par l'administration des Services généraux, s'articule autour de deux pôles:

- l'un normatif et réglementaire; il comporte :
l'administration de l'Energie,
l'administration de la Politique commerciale et
l'administration des Relations économiques.
- l'autre spécialement chargé de l'application et du contrôle des réglementations ainsi que de l'information;
il comporte :
l'administration de l'Information économique,
l'administration de la Qualité et de la Sécurité,
l'administration de l'Inspection économique et
l'Institut national de Statistique.

Le ministre communique des données chiffrées concernant le volume de travail de ces administrations.

L'étude de ces données chiffrées pondérées par les effectifs actuels (statutaires et contractuels), permet de calculer le volume de travail du département. Il en ressort par direction la proportion N/F suivante:

	<i>Effec- tifs</i>	<i>Volume de travail % N - % F</i>	<i>Pondération N F</i>
1. Secrétariat général	14	50-50	700-700
2. Adm. Services Généraux			
- Staff	9	50-50	450-450
- Div. assistance et Aide au personnel	21	54-46	1134-966
- Div. ressources humaines	57	54-46	3078-2622
- Div. organisation	285	50-50	14250-14250
* Org. structurée	(14)		
* Org. matérielle	(269)		
* Serv. approvision- nement	(2)		
- Div. financière	28	59,4-40,6	1663,2-1136,8
- Div. juridique	7	49-51	343-357
- Service traduction	14	50-50	700-700
TOTAL	421	51,349-48,651	21618,2-20481,8
3. Adm. de l'Energie			
- Div. Direction gén.	9		
- Div. politique énergétique.	10		
- Div. économie énerg.	13		
- Div. approvisionnement énergétique	18		
- Div. applications nucléaires	9		
- Div. procédures admi- nistratives	7		
- Div. équipements et produits énerg.	17		
TOTAL	83	50-50	4150-4150

4. Adm. de la politique commerciale			
- Direction générale	9	50-50	450-450
- Div. coordination juridique:			
* Indice des prix	17	50-50	850-850
* Distribution	13	59-41	767-533
- Div. protection droits consommateurs			
* Protection droits consommateurs	10	50-50	500-500
* Réglementation commerciale	10	59-41	590-410
- Div. services à caractère financier			
* Organisation professionnelle	21	54-46	1134-966
* Crédit	10	50-50	500-500
* Assurances	5	50-50	250-250
- Div. des prix	45	55-45	2475-2025
- Div. Office propriété industrielle	45	46-54	2070-2430
TOTAL	185	51,816-48,184	9586-8914
5. Adm. Relations économiques			
- Staff	30	50-50	1500-1500
- Div. pol. com. interna.	13	50-50	650-650
- Div. pol. europ. intégrée	9	50-50	450-450
- Div. pol. sectorielle	33	50-50	1650-1650
- Div. mise en oeuvre des politiques.	61	68-32	4148-1952
- Div. coordination fédérale	31	50-50	1550-1550
TOTAL	177	56,20-43,80	9948-7752
6. Adm. Information économique.			
- Div. documentation écono.	50		
- Div. synthèses d'avis économiques.	14		
- C.T.I.	96		
TOTAL	160	50-50	8000-8000

7. Adm. Qualité et Sécurité			
- Div. qualité			
* Service métrologie	136	64-36	8704-4896
* Service accréditation et certification	19	59-41	1121- 779
* Laboratoire central	21	76-24	1596- 504
- Div. Sécurité	20	50,5-49,5	1010- 990
- Div. Compétitivité technologique des entreprises	20	50-50	1000-1000
- Div. géologie	26	51,5-48,5	1339-1261
TOTAL	242	61,03-38,97	14770-9430
8. Adm. Inspection économique			
- Direction générale	3	50-50	150-150
- Div. organisation et coordination			
* Service adm.	15	50-50	750-750
* Serv. doc. et info.	12	50-50	600-600
- Div. services spécialisés			
* enquêtes produits	23	73-27	1679- 621
* enquêtes services	21	60-40	1260- 840
* cellule compensations industrielles	10	71,5-28,5	715- 285
TOTAL	84	61,357-38,643	5154-3246
9. Institut national de statistique			
- Direction générale	2	50-50	100-100
- Staff(service méthode, service étude des marchés, Finances, Aff. intern. et juridique, service inspection, service traduction)	63	54-46	3402-2898
- Ressources matérielles	154	50,3-49,7	7746,2-7653,8
- Ressources humaines (aff. adm. gén., économat, dactyl.)	91	51,7-48,3	4704,7-4395,3
- Diffusion (documentation, publication, biblioth., recensement).	69	48,3-51,7	3332,7-3567,3
- Statistique entrepr.	372	55,8-44,2	20757,6-16442,4
- Statistique ménages	117	48,5-51,5	5674,5-6025,5
- Statistique registres	21	50-50	1050-1050
TOTAL	889	52,607-47,393	46767,7-42132,3
Total général	2255	53,52%N- 46,48%F	120693,9- 104806,1

La C.P.C.L. tient à faire une remarque en ce qui concerne la Division mise en oeuvre des politiques commerciales internationales (administration des relations économiques). Elle dispose d'une cellule décentralisée à Anvers comptant 24 emplois néerlandophones qui est considérée comme un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est situé en dehors de Bruxelles-Capitale.

La C.P.C.L. constate qu'une part minimale du travail doit y être effectuée en français. Cette part de travail étant accomplie à l'administration centrale à Bruxelles, il paraît raisonnable à la C.P.C.L. d'attribuer en compensation 1 ou 2 emplois au cadre français de la Division mise en oeuvre des politiques commerciales internationales.

Il appartient au ministre de déterminer à quel degré 6, 7 ou 8 il y a lieu de placer ces emplois.

Conclusion

Compte tenu de l'importance relative que représente chacune des administrations à l'égard de tout le département des Affaires économiques, le volume total de travail se chiffre à 53,52%N-46,48%F.

En appliquant cette proportion aux 1.990 emplois des degrés 3 à 8 prévus au cadre on obtient la répartition 1.065N-925F soit un glissement de 10 emplois vers le cadre N par rapport à la proposition du ministre, sous réserve de la compensation qui devra être éventuellement faite de 1 ou 2 emplois compte tenu de la remarque formulée ci-avant en ce qui concerne la Division mise en oeuvre des politiques commerciales internationales.

REMARQUES

- 1) L'article 3 du projet fixe l'entrée en vigueur le 1er juin 1995.

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., un arrêté royal de cadres linguistiques ne peut avoir d'effet rétroactif sauf s'il s'agit de l'application de mesures de programmation sociale et pour autant qu'aucune nomination ou promotion ne soient intervenues.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis négatif au sujet de l'article 3 proposé.

- 2) En raison de la publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+ le projet d'arrêté

royal de cadres linguistiques ne correspond plus pour le moment à la réalité des grades et des rangs actuellement d'application aux niveaux 1 et 2+ et ne peut dès lors faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le Gouvernement a toutefois décidé au Conseil des Ministres du 7 mars 1996 de modifier l'arrêté royal du 10 avril 1995 en postposant son entrée en vigueur.

Cet arrêté royal devrait après négociations syndicales et après avis du Conseil d'Etat être soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Dès la publication de ce nouvel arrêté royal et à condition qu'il soit tenu compte des remarques formulées par la C.P.C.L., plus rien ne s'opposera à ce que l'arrêté royal des cadres linguistiques soit publié à son tour.

*

*

*

Le présent avis est notifié au ministre de l'Economie et des Télécommunications, qui conformément à l'article 61, § 3, 2ième aliéna des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 9 mai 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS